

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-cinquième session
Rome, 6-8 septembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À LA

RÉPUBLIQUE DU RWANDA

POUR LE

**PROJET D'APPUI AU PLAN STRATÉGIQUE DE TRANSFORMATION DE
L'AGRICULTURE (PSTA)**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE 1: ZONE DU PROJET	iv
CARTE 2: ACTIVITÉS DU FIDA EN COURS	v
RÉSUMÉ DU FINANCEMENT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	12
F. Organisation et gestion	12
G. Suivi et évaluation	12
H. Justification économique	13
I. Risques	13
J. Impact sur l'environnement	14
K. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ	 17

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN RWANDA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU RWANDA)	2
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
V. ORGANIGRAMMES	10

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc rwandais
1,00 USD	=	580 RWF
1,00 RWF	=	0,0017 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

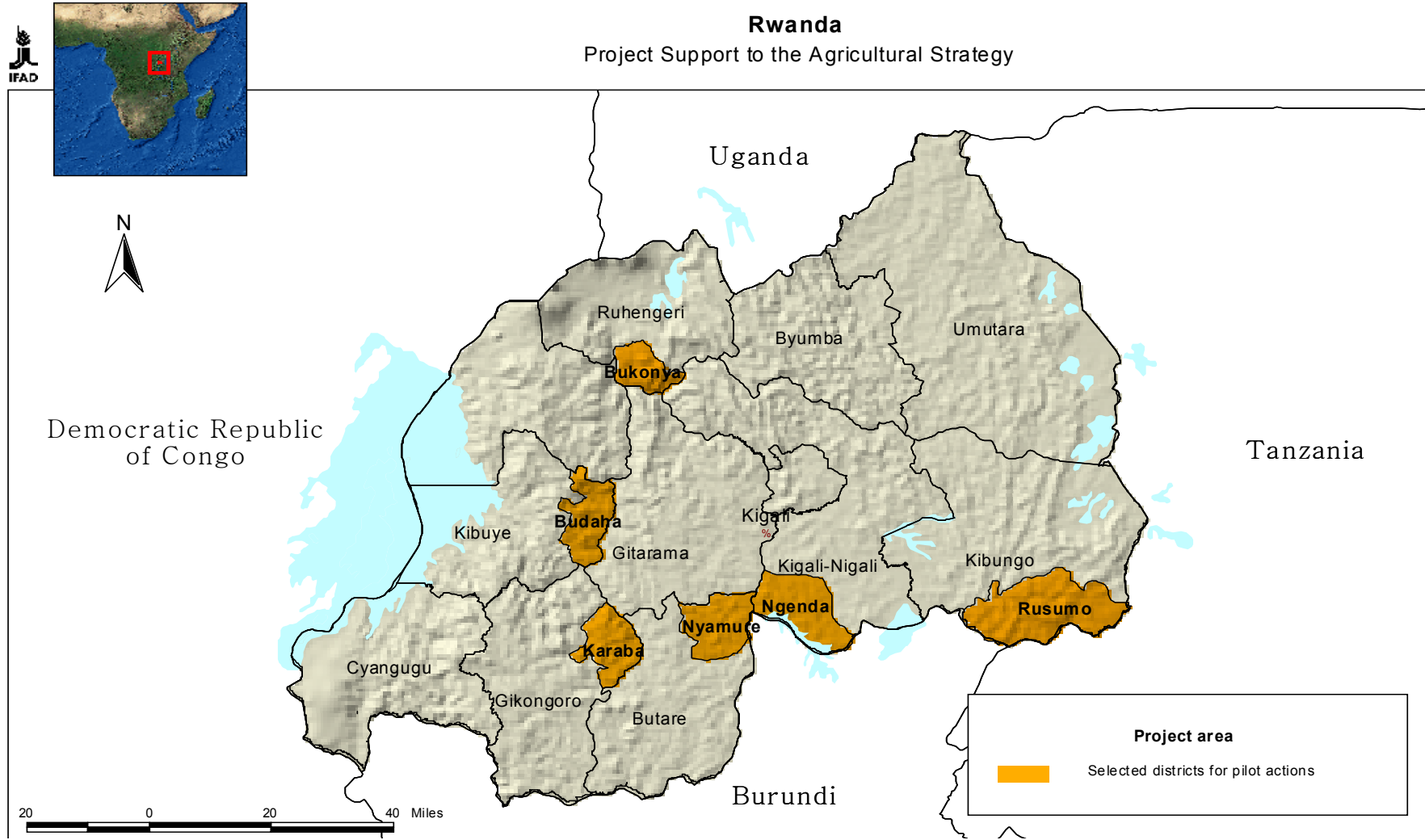
BMP	Bilan à mi-parcours
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
DTS	Droit de tirage spécial
FBS	Fonds belge de survie
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
PSTA	Plan stratégique de transformation de l'agriculture
S&E	Suivi et évaluation
SGI	Système de gestion de l'information
SWAP	Approche programme sectorielle
UCP	Unité de coordination du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

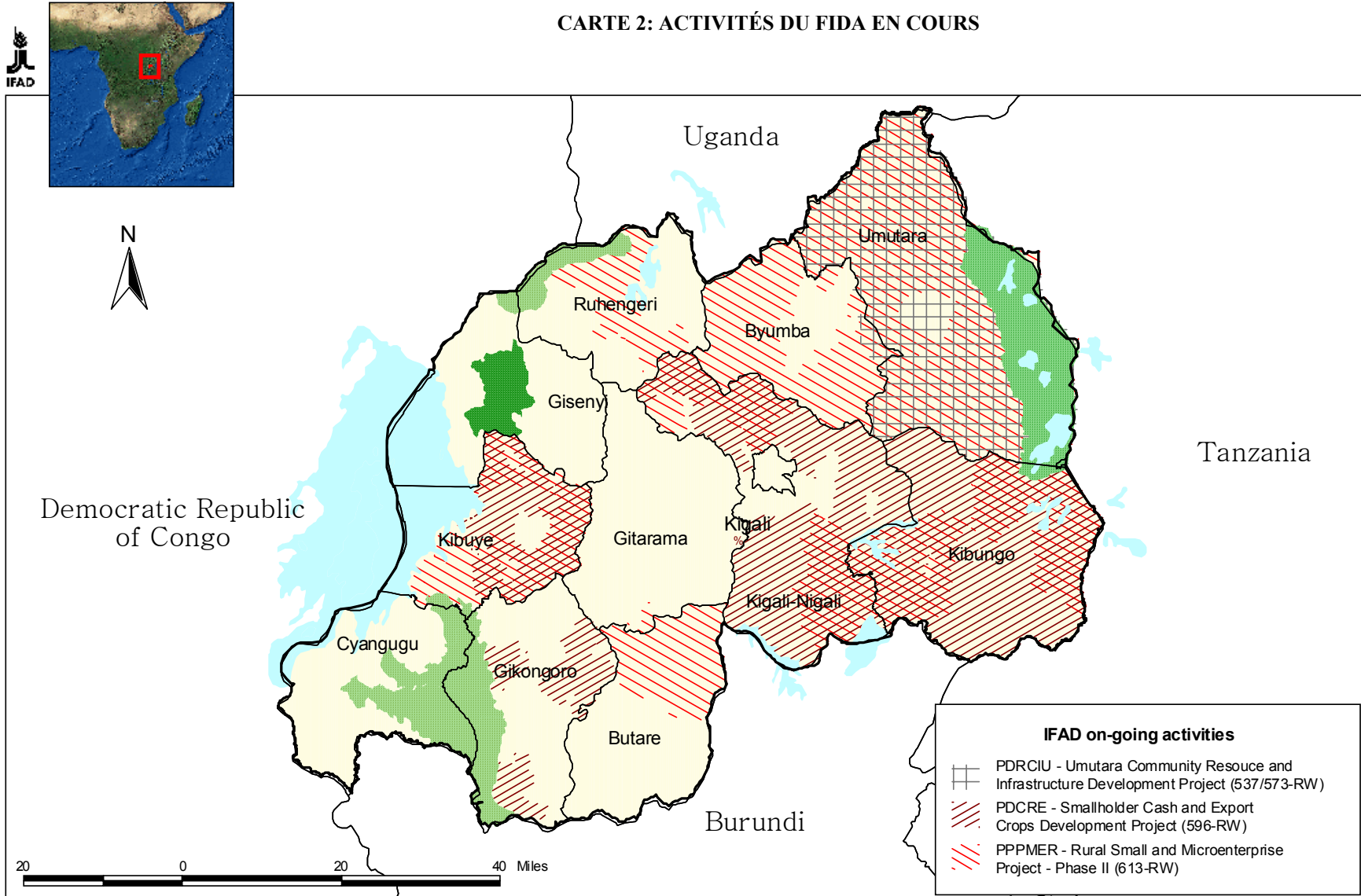
CARTE 1: ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position de FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE 2: ACTIVITÉS DU FIDA EN COURS



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU RWANDA

PROJET D'APPUI AU PLAN STRATÉGIQUE DE TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE (PSTA)

RÉSUMÉ DU FINANCEMENT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
GOVERNEMENT BÉNÉFICIAIRE:	République du Rwanda
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	20,13 millions de USD
MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:	Prêt: 5,65 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,21 millions de USD) Don: 140 000 DTS (équivalent approximativement à 200 000 USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	Ministère du développement international (DFID)(Royaume-Uni) Pays-Bas Fonds belge de survie (FBS)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	DFID: 2,95 millions de USD Pays-Bas: 4,82 millions de USD FBS: 1,55 million de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Dons
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT:	1,32 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,08 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

NOTE DE PRÉSENTATION

Le projet. L'objectif de développement du projet, prévu sur une durée de sept ans, est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, en appuyant l'exécution coordonnée du plan stratégique de transformation de l'agriculture (PSTA) du Rwanda. Les objectifs du projet sont cohérents avec les cadres stratégiques définis par le gouvernement dans la Vision nationale 2020 et le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté relatif au secteur, qui visent la réduction de la pauvreté et la modernisation de l'agriculture. Considéré comme un instrument clé du Ministère de l'agriculture (MINAGRI), le projet renforcera la capacité des principales parties prenantes d'exécuter les plans de développement agricole dans les zones de croissance potentielle définies au titre du PSTA. Le projet s'articule autour de deux composantes techniques: i) appui institutionnel et renforcement des capacités dans le secteur agricole, et consolidation des organisations communautaires rurales; et ii) actions pilotes fondées sur des modèles novateurs en matière de protection des bassins versants, élevage et production laitière, aménagement des zones marécageuses et production rizicole, tout en faisant la promotion d'un système participatif de recherche et de vulgarisation.

Qui sont les bénéficiaires? La première composante couvre l'ensemble du pays, tandis que la deuxième est géographiquement ciblée, à savoir que les actions pilotes seront testées dans six sites choisis dans la base de données PSTA du MINAGRI et correspondant aux principales zones agroécologiques du Rwanda. Le nombre de ménages directement ciblés s'élève à un millier par site, et le projet atteindra quelque 40 000 personnes au total. Les principaux bénéficiaires du projet sont: i) les ruraux pauvres; ii) les groupements et associations d'agriculteurs; iii) les structures de province et de district chargées de l'agriculture; et iv) les institutions du gouvernement central (MINAGRI). Les actions pilotes, une fois qu'elles auront fait leur preuve, seront reproduites dans tout le pays au profit de quelque 76 000 ruraux (ce chiffre pourrait atteindre 100 000 en fonction de l'efficacité de l'extension des actions pilotes).

Pourquoi sont-ils pauvres? Au Rwanda, l'agriculture est essentiellement une agriculture de subsistance pratiquée sur de petits lopins (0,6 hectare par ménage, en moyenne) situés sur des pentes abruptes, virtuellement dénuées de toute protection contre l'érosion. Les pratiques culturales sont rudimentaires et traditionnelles, sans recours aux intrants. La taille réduite des exploitations est également imputable au morcellement fréquent des parcelles dû à la pression démographique croissante sur les terres arables. La densité démographique au Rwanda est l'une des plus élevées d'Afrique (340 habitants/km² en moyenne). La productivité de l'agriculture est extrêmement faible en raison d'un système de recherche agricole médiocre, de problèmes de fertilité des sols et de capacités techniques et administratives insuffisantes tant au niveau du gouvernement qu'à celui des organisations rurales.

Que va faire le projet pour les bénéficiaires? Le projet va: i) renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques des principales parties prenantes responsables de la mise en œuvre du cadre de développement agricole; ii) lancer des actions pilotes novatrices en matière de protection des bassins versants, développement de l'élevage et des cultures, et intensification de la riziculture dans les zones marécageuses, en vue d'améliorer les revenus et la nutrition des groupes cibles; et iii) mettre en place un système de gestion de l'information (SGI) et de communication, et renforcer le système participatif de suivi et évaluation (S&E), en vue d'accélérer la diffusion et l'adoption par les agriculteurs pauvres des technologies améliorées. De plus, le projet contribuera à la décentralisation du pouvoir de décision en faveur des districts et de la base, de manière à ce que les actions de développement soient en prise sur les besoins et les priorités des ruraux.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet? Les associations d'agriculteurs seront placées au cœur de l'exécution du projet, en étant notamment les principales responsables de la planification et de la mise en œuvre des innovations techniques. Le projet mettra sur le partage et la diffusion des savoirs. Il complétera le processus de décentralisation en cours et garantira le ciblage des groupes vulnérables, en particulier les orphelins et les ménages ayant une femme à leur tête, ainsi que les familles touchées par le VIH. Les centres communautaires d'innovation seront cogérés par des comités de développement communautaires élus et les associations d'agriculteurs.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À
LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA
POUR LE
PROJET D'APPUI AU PLAN STRATÉGIQUE DE TRANSFORMATION DE
L'AGRICULTURE (PSTA)

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à la République du Rwanda comprenant un prêt d'un montant de 5,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,21 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables et un don de 140 000 DTS (équivalant approximativement à 200 000 USD), en vue de contribuer au financement du projet d'appui au plan stratégique de transformation de l'agriculture (PSTA). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Rwanda est un pays enclavé, pauvre en ressources et surpeuplé – il compte 8,4 millions d'habitants pour une superficie de 25 000 kilomètres carré (km²). Avec une moyenne de 340 habitants/km², croissant au rythme de 2,8%, il est l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique, si bien que ses 14 000 km² (1,4 million d'hectare) de terres arables sont soumis à une pression considérable. Pendant les trois dernières décennies, le pays a été fréquemment dévasté par des guerres civiles et des nettoyages ethniques, y compris le génocide de 1994 qui s'est soldé par la mort d'un million de personnes. Nombre des structures sociales, économiques et politiques du pays ont été anéanties au cours de cette période de même que la base de ressources humaines et les capacités institutionnelles. Depuis lors, la situation est presque retournée à la normale avec le rétablissement de la paix, le retour des réfugiés et la mise en œuvre de politiques et de programmes économiques prudents et libéralisés, appuyés par les donateurs internationaux. En conséquence, l'économie a enregistré une reprise sans précédent et le taux de croissance moyen annuel du PIB a atteint 7,7%, entre 1998 et 2002, grâce à des contributions majeures des secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Cependant, le taux de croissance a ensuite diminué jusqu'à 0,3%, en 2003, et atteint environ 4,0%, en 2004, en raison, principalement, de mauvaises conditions climatiques et de termes de l'échange défavorables pour les produits agricoles tels que le café et le thé sur les marchés internationaux. Le gouvernement est déterminé à contenir l'inflation et à tirer parti de ses réserves de devises étrangères. En dépit de ces progrès, le Rwanda reste l'un des pays très endettés, et il est devenu un bénéficiaire majeur de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) qui a réduit effectivement le stock nominal de sa dette à 585 millions de USD. Il souffre également en permanence de déséquilibres comptables, avec un déficit de moins 341 millions de USD en 2002.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

2. L'agriculture est la cheville ouvrière de l'économie: elle fournit approximativement 42% du PIB total et 80% du montant total des recettes en devises étrangères, et représente le principal moyen de subsistance de 90% de la population. Les systèmes productifs se caractérisent par de petites exploitations d'une superficie de 0,6 ha en moyenne. Les petits agriculteurs utilisent des systèmes agraires traditionnels mais complexes, ne nécessitant pas d'intrants, et cultivent essentiellement des céréales non irriguées, des racines et tubercules, des bananes et quelques légumes. Environ 13% des terres arables sont dévolus aux cultures pérennes d'exportation, principalement le café, le thé et, dans une moindre mesure, le pyrèthre. Les deux tiers de la production vivrière sont destinés à l'autoconsommation, et seuls 14% des haricots et 20% des patates douces (les deux principales cultures vivrières) sont commercialisés, fournissant un petit revenu en espèces aux agriculteurs. La production du secteur agricole reste insuffisante face aux besoins alimentaires du pays (elle couvre 87% des besoins en calories, 70% des besoins en protéines et 22% des besoins en lipides); et dans les zones rurales, 45% des enfants souffrent de malnutrition chronique. La plupart des familles d'exploitants agricoles possèdent une ou deux têtes de bétail (de race locale); cet élevage couvre 39% des besoins en lait et 86% des besoins en viande du ménage.

3. Le développement de l'agriculture revêt donc un rôle critique dans l'accélération de la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. En dépit d'un bon potentiel, le secteur agricole est généralement entravé par les facteurs suivants: i) la plupart des cultures sont pratiquées sur des terres marginales et des flancs de collines abrupts qui sont soumis à l'érosion périodique des sols, la dégradation des terres et des inondations fréquentes; ii) la production et la productivité des terres agricoles sont extrêmement basses faute d'intrants et de technologies et en raison de pratiques culturelles inappropriées; et iii) les organisations d'agriculteurs existant au niveau de la base, les institutions de la société civile et les organisations publiques décentralisées sont bien trop faibles en termes de capacités humaines, techniques et organisationnelles pour aider les agriculteurs, d'une manière tangible, à valoriser les gains potentiels des ressources agricoles qui sont à leur disposition.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Le montant total de l'aide octroyée au Rwanda par le FIDA depuis 1981 se chiffre à plus de 112 millions de USD, répartis entre onze projets de développement. Cette aide peut être subdivisée en trois phases selon sa nature et son orientation: i) la **première phase** de l'aide du FIDA a consisté en trois projets exécutés avant la guerre civile, qui portaient principalement sur l'amélioration de l'agriculture de subsistance, la commercialisation des produits agricoles et les initiatives de développement communautaire; ii) la **deuxième phase** a démarré immédiatement après le génocide et mis l'accent sur la reconstruction et le relèvement des infrastructures rurales de base, les systèmes de subsistance et la réconciliation au sortir du conflit; et iii) la **troisième phase de l'aide** englobe le présent projet. La plupart des projets et programmes de la troisième phase sont conçus selon la nouvelle génération d'idées, fondée sur des approches thématiques et sectorielles, accordant la priorité à la diversification de l'agriculture avec la production de cultures de rente et d'exportation, la création de nouveaux emplois et l'accroissement de la capitalisation dans l'agriculture grâce au remembrement et à l'investissement dans les technologies améliorées. À l'heure actuelle, trois projets sont en cours d'exécution pour un financement d'un montant total de 60,0 millions de USD, dont 1,0 million sous la forme de dons.

5. Les expériences liées à ces trois phases sont également extrêmement diverses, reflétant les caractéristiques spécifiques de chacune des phases, bien qu'il existe des éléments communs. En 2004, un examen détaillé du portefeuille du FIDA a été conduit par le bureau central des investissements publics et des financements extérieurs du Ministère des finances et de la planification économique du Rwanda, dans le but d'évaluer les bénéfices et les principaux enseignements, ainsi que les expériences susceptibles d'être reproduites ou au contraire qu'il conviendrait d'éviter dans les futures opérations du FIDA dans le pays. Des représentants des principaux donateurs, des ONG et des administrations décentralisées ont également été associés à cet examen dans le cadre d'un processus d'apprentissage et

afin de partager leur expérience, leurs connaissances et leur point de vue, pour que des mesures coordonnées, pragmatiques et concentrées puissent être prises dans la perspective de la future élaboration de projets/programmes destinés à être financés par le FIDA et d'autres donateurs.

6. Les principales conclusions et recommandations de la mission d'examen ont été les suivantes: i) dans la conception des projets, il convient de prévoir des approches spécifiques pour la prise en compte des besoins et priorités des groupes les plus pauvres, garantissant également que ces groupes puissent participer activement aux activités du projet et bénéficier de ses ressources; ii) le renforcement des capacités des parties prenantes est une activité essentielle de tous les projets qui devrait être promue au moyen de la préparation de stratégies et directives précises; iii) les unités de coordination du projet (UCP) ne disposent pas d'une capacité de gestion suffisante et ne sont pas en mesure de rendre convenablement des comptes aux parties prenantes du projet, ce à quoi il convient de remédier par des activités de renforcement des capacités, d'assistance technique et de formation; iv) toute action nouvelle ou novatrice doit se traduire par des avantages financiers tangibles pour les groupes cibles, y compris la population la plus vulnérable; v) le système de gestion financière actuel des pouvoirs publics doit être progressivement réorienté et renforcé pour garantir un acheminement efficace des fonds du projet vers les districts décentralisés; et vi) dans la conception de tous les projets/programmes, il convient de prévoir une stratégie de retrait précise et d'établir un système participatif de suivi et évaluation.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda

7. **La politique du Rwanda en matière d'éradication de la pauvreté** est définie dans ses grandes lignes par le cadre stratégique de développement à long terme figurant dans la Vision nationale 2020, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et le PSTA récemment formulé. Bien que ces documents aient été préparés à différents moments en fonction des besoins du gouvernement, ils prônent tous, à quelques détails près, un cadre et une action opérationnelle communs, cohérents et logiques mettant l'accent sur les besoins impératifs en matière de: i) développement rural et transformation de l'agriculture; ii) croissance du secteur privé; iii) renforcement des infrastructures économiques; iv) développement humain et renforcement des capacités institutionnelles; v) bonne gouvernance; et vi) réconciliation nationale. À l'intérieur de ces grandes orientations stratégiques, le gouvernement vise essentiellement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies par le biais des réalisations suivantes: i) favoriser une amélioration significative des moyens de subsistance des ruraux pauvres grâce au remembrement et à la création de 1,4 million d'emplois additionnels dans les secteurs secondaire et tertiaire; ii) ramener à 30% le pourcentage de personnes vivant au-dessous du seuil de la pauvreté, contre 62% en 2000; et iii) faire passer le revenu par habitant à 1 000 USD d'ici 2020. Ces améliorations devraient dépendre, dans une large mesure, du développement et de la transformation du secteur agricole, de la création d'emplois dans les secteurs non agricoles et de l'expansion des secteurs officiel et informel.

8. **Activités d'éradication de la pauvreté des principaux donateurs.** Au Rwanda, tous les donateurs extérieurs ont exprimé leur accord avec les principes fondamentaux présentés plus haut (paragraphe 7) et ont également annoncé leur soutien et leur coopération pleine et entière. Pour ce qui est du secteur agricole, la mise en œuvre du PSTA devrait être l'instrument majeur permettant la traduction de la vision stratégique dans la réalité. Récemment, tous les donateurs sont convenus d'harmoniser leurs activités de développement dans le secteur, en décentralisant les arrangements d'exécution afin que les bénéficiaires puissent activement participer au processus de développement. La transition de l'approche projet à l'approche programme, actuellement en cours, conduira les prochaines années à la mise en place d'une approche programme sectorielle (SWAP) de l'agriculture. Les donateurs concernés par la coordination de l'aide sont des institutions multilatérales telles que la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, l'Union européenne, le FIDA et la Banque mondiale ainsi que les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, le

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et les États-Unis d'Amérique. Le montant total de l'aide au développement au Rwanda s'élève à 300 millions de USD par an.

9. **Stratégie du FIDA au Rwanda.** L'orientation stratégique et la vision du FIDA pour le Rwanda reflètent les priorités du gouvernement définies dans la Vision nationale 2020, le DSRP et le PSTA, et celles de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) du FIDA. Le COSOP table sur trois orientations stratégiques pour les futures interventions du Fonds, à savoir: i) accent sur le développement institutionnel pour renforcer le rôle et les moyens d'action des organisations du groupe cible; ii) recours à tous les moyens possibles d'améliorer les revenus des ruraux pauvres dans le cadre d'activités agricoles et non agricoles; et iii) accent accru sur les synergies potentielles entre les différents projets du FIDA actuellement en cours d'exécution dans le pays. Ces orientations sont concrétisées par la participation du FIDA, avec d'autres donateurs, à la formulation du PSTA qui privilégie, notamment, la réduction de la pauvreté, la dévolution des pouvoirs aux administrations décentralisées et le renforcement du pouvoir d'action et des capacités à tous les niveaux.

10. **Raison d'être du projet.** Le gouvernement du Rwanda est profondément déterminé à mettre en œuvre ce cadre stratégique global pour l'éradication de la pauvreté. À cet effet, il conviendra que le gouvernement lui accorde la priorité et relève les principaux défis posés par la transformation du secteur de l'agriculture, le renforcement du pouvoir d'action des pauvres et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles tant dans le secteur public que dans le secteur privé. L'éradication de la pauvreté et la relance du développement rural et agricole exigent une approche globale qui incorpore des mécanismes permettant de tirer parti des gains potentiels de la base de ressources naturelles existante tout en minimisant les risques internes et externes inhérents au système actuel. La formulation du PSTA a fourni un cadre à cette action car il est à la fois prospectif et pragmatique et il tient compte des éléments critiques de tous les aspects du développement du pays: agriculture, élevage, organisations populaires, institutions des secteurs public et privé, gouvernance et réglementation. Ce projet d'apprentissage sur le terrain aux fins de l'élaboration d'une politique sectorielle est lié à l'approche programme sectorielle (SWAP) appuyée par le FIDA (le Conseil d'administration a récemment approuvé la politique du FIDA sur l'adoption d'approches sectorielles dans les domaines de l'agriculture et du développement rural) et ses aspects hautement novateurs se rattachent également à l'initiative du FIDA pour intégrer l'innovation.

11. Le projet, qui représente un effort collectif des parties prenantes (gouvernement, bénéficiaires et donateurs), donnera au FIDA et à ses partenaires du développement (tels que le Fonds belge de survie (FBS), le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) et les Pays-Bas) la possibilité d'aider le pays à s'attaquer aux contraintes et défis majeurs rencontrés dans le domaine du développement, qui ont été identifiés dans le cadre du PSTA. Le projet aidera le MINAGRI à gérer les quatre programmes d'action prioritaires du PSTA: i) intensification et développement de systèmes de production agricole durable; ii) renforcement aux plans technique et professionnel des organisations d'agriculteurs à la base; iii) promotion de l'agro-industrie et de l'apport d'une valeur ajoutée dans toutes les filières de produits au moyen de l'établissement de liens commerciaux, une politique des prix appropriée et des systèmes d'incitation; et iv) développement institutionnel dans les secteurs public et privé, en particulier pour les entités concernées par l'agriculture et le développement rural. Le projet tirera parti de l'appui déjà fourni par le FIDA au titre d'un don de pays en 2005 (733-RW, document EB 2004/83/R.38/Rev.1) en vue de lancer un processus de développement institutionnel.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

12. Alors que la composante institutionnelle du projet couvrira l'ensemble du pays, fournissant un appui et ayant des retombées au niveau du secteur agricole dans son entier, les grandes actions pilotes de développement et les innovations techniques seront d'abord mises en œuvre dans six bassins versants pilotes choisis dans six districts (Budaha, Bukonya, Karaba, Ngenda, Nyamure et Rusumo) représentatifs des principales **zones agroécologiques** du pays, avant d'être étendues à un total de 11 zones. Les actions pilotes pourront également être reproduites dans d'autres bassins versants si leur exécution donne des résultats positifs et en fonction des demandes formulées par les communautés. Les sites ont été sélectionnés selon les critères spécifiques suivants: i) l'insécurité alimentaire, **fort degré de pauvreté** et grand nombre de personnes défavorisées; ii) persistance d'une grave **dégradation des terres** pour diverses raisons écologiques; iii) fort **potentiel** de croissance afin que les interventions pilotes produisent des impacts positifs sensibles et fassent une différence fondamentale dans l'environnement physique et les conditions socioéconomiques du groupe cible; iv) possibilités de complémentarité avec les interventions d'autres donateurs et enfin v) **accessibilité et haute visibilité** afin que les résultats positifs des actions pilotes apparaissent clairement et puissent être aisément diffusés et reproduits.

13. Les bénéficiaires du projet correspondent à la catégorie la plus pauvre de la population rurale, vivant pour la majorité au-dessous du seuil de la pauvreté avec un accès limité aux installations de santé et d'assainissement; 18% d'entre eux ne peuvent se permettre qu'un seul repas par jour. Mais le projet est de vaste portée, visant à couvrir une gamme de besoins, notamment ceux des catégories suivantes: i) les ruraux pauvres, y compris les ménages ayant une femme à leur tête dans les sites sélectionnés²; ii) les associations d'agriculteurs existantes et nouvelles, et leurs fédérations; iii) les organismes administratifs et de coordination, chargés de l'agriculture et de l'exécution des plans de développement locaux, au niveau central et à l'échelon des provinces et des districts; et iv) les principaux prestataires de services du projet, y compris les organismes semi-autonomes du MINAGRI, les ONG, le secteur privé et les autres parties prenantes associées au projet. On estime que le projet profitera à quelque 76 000 ruraux, par le biais, essentiellement, des actions pilotes, des composantes d'innovation communautaire et des activités connexes. Dans le cadre du projet, une attention spécifique sera accordée aux ménages ayant une femme à leur tête, aux jeunes et aux familles ayant eu à souffrir du VIH/sida et de la guerre civile.

B. Objectifs et portée

14. L'objectif global du projet est de contribuer au processus de réduction de la pauvreté au Rwanda, en offrant au gouvernement un appui concentré et une collaboration pour la mise en œuvre du PSTA, qui vise à transformer l'agriculture de subsistance pratiquée actuellement en agriculture axée sur le marché, en encourageant les cultures de rente, tout en assurant la sécurité alimentaire et en préservant la base de ressources existante. Il est prévu à cet effet de:

- a) Renforcer de la capacité technique, administrative et institutionnelle des principales parties prenantes (organisations d'agriculteurs, gouvernement et administrations décentralisées de district, organisations de la société civile, secteur privé et ONG), associées à la mise en œuvre du PSTA, afin qu'elles assurent plus efficacement la prestation des services prioritaires destinés au groupe cible;

² Dans l'allocation des ressources du projet, les cibles prioritaires seront les communautés pauvres qui adhèrent aux principes de base du projet. Les groupes vulnérables (par exemple, les ménages ayant une femme à leur tête, les jeunes, les paysans sans terre, les orphelins et les familles touchées par le VIH/sida) seront spécifiquement ciblés.

- b) Mener de programmes pilotes agricoles novateurs concernant la protection des bassins versants, le développement de l'élevage, la production végétale dans les zones marécageuses et le renforcement du système de recherche et de vulgarisation. Ces programmes pourront ensuite être reproduits à plus grande échelle pour contribuer de manière significative à l'amélioration des revenus des agriculteurs et à la diversification des pratiques agricoles existantes; et
- c) Améliorer le système global de gestion de l'information (SGI) et de communication, et renforcement du système participatif de suivi et évaluation en vue d'accélérer la diffusion et l'adoption des technologies agricoles tout en permettant aux parties prenantes de prendre des mesures correctives en fonction des résultats périodiques du suivi.

C. Composantes

15. Le projet va être articulé autour de trois grandes composantes qui seront exécutées conformément au cadre logique et suivant un ordre approprié, à savoir que les premières activités porteront essentiellement sur le renforcement institutionnel du secteur agricole, l'exécution d'activités pilotes et la formulation de politiques porteuses. On pourra ainsi commencer à reproduire les innovations performantes sur des bases solides, en tirant parti de l'expérience acquise pendant la phase expérimentale. Les activités seront entreprises selon une approche flexible qui permettra de réaliser les ajustements nécessaires sur les activités du projet au cours de l'exécution. Les grandes composantes du projet sont les suivantes: i) appui institutionnel au secteur agricole; ii) actions pilotes fondées sur des modèles novateurs; et iii) coordination et gestion du projet.

Composante 1: Appui institutionnel au secteur agricole (coût de base: 6,55 millions de USD)

16. Cette composante est subdivisée en trois sous-composantes, à savoir: i) appui à la coordination du PSTA; ii) renforcement des capacités au niveau décentralisé; et iii) appui au SGI et au système de communication. Les activités ont été définies pour répondre au besoin urgent du gouvernement de renforcer la capacité du MINAGRI d'atteindre les objectifs fixés en termes de transformation agricole au titre du PSTA. Elles visent également à renforcer la capacité des parties prenantes décentralisées d'exécuter efficacement les activités du projet et d'échanger les informations et les savoirs requis pour la reproduction des actions pilotes menées au titre de la composante 2.

17. **Appui à la coordination du PSTA.** L'assistance technique et les services d'appui nécessaires seront fournis au MINAGRI pour: i) coordonner, exécuter et suivre son programme d'évaluation fonctionnelle et de gestion du changement, et ses politiques (par exemple, la décentralisation, le développement communautaire et la réforme de la fonction publique); ii) renforcer les capacités du Secrétariat du PSTA pour qu'il soit en mesure de coordonner la mise en place et l'exécution des quatre programmes du PSTA (36 mois-personnel); iii) appuyer l'établissement d'un système intégré de gestion financière; et iv) contribuer à la formulation du programme PSTA-II, en 2007, fondé sur l'approche programme sectorielle (SWAP). Un conseiller technique principal, pendant trois ans, et d'autres services d'appui seront mis à disposition pour faire en sorte que le plan soit réalisé dans les temps.

18. **Renforcement des capacités au niveau décentralisé.** Au titre de la nouvelle politique du gouvernement, toutes les activités relatives à la planification, la mobilisation et l'exécution, seront entreprises avec l'aide des administrations décentralisées (aux niveaux des districts, des secteurs et des cellules) et des organisations d'agriculteurs à la base. Le renforcement de ces organismes décentralisés ainsi que des organisations d'agriculteurs et de leurs fédérations ou institutions faïtières, par le biais d'une assistance technique, d'activités de formation et de voyages d'étude, fera partie des mesures prévues. Des fonds seront également fournis pour l'établissement, dans chacun des districts pilotes, de *Centres communautaires d'innovation* qui mèneront des activités d'amélioration de l'organisation sociale telles que: programmes d'éducation et de formation, démonstrations et expositions,

notamment: i) un programme de vulgarisation; ii) des programmes d'alphabétisation; et iii) des journées de l'agriculture dans les zones du projet.

19. **Appui au SGI et au système de communication.** Le SGI et le système de communication existant au MINAGRI sont particulièrement inefficaces et inaptes à analyser ou fournir les informations stratégiques nécessaires à la formulation des stratégies et des politiques et aux processus de décision. Le projet appuiera le recrutement de: i) un consultant international (spécialiste des SGI) pour une période de 12 mois susceptible d'être prolongée à trois ans; ii) un consultant national (spécialiste des SGI) pour une période de trois ans, et un spécialiste de la communication, pour une durée de deux ans, chargé d'aider à préparer les plaquettes d'information, le site web du PSTA, les bulletins d'information et les programmes de radio et télévision assurant une meilleure communication des messages; et iii) un consultant technique, pour une période de 9 mois, chargé de la formulation du plan de travail et du budget relatifs au SGI, de la création d'une base de données au niveau du district et de la préparation et de l'expérimentation d'un système de suivi et évaluation (S&E) intégré.

Composante 2: Actions pilotes fondées sur des modèles novateurs (coût de base: 10,18 millions de USD)

20. Cette composante aidera à tirer pleinement parti du potentiel de production végétale et animale dans la zone du projet grâce à des actions pilotes spécifiques portant sur les principales contraintes liées à la fertilité des sols et la protection des bassins versants, l'amélioration de l'élevage, l'accroissement de la production rizicole et l'intensification de la recherche et de la vulgarisation. Les activités sont regroupées dans les cinq sous-composantes ci-dessous:

21. **Protection des bassins versants et embocagement.** Elle contribuera à prévenir les problèmes actuels de dégradation, érosion et perte de fertilité des sols grâce à un système de gestion durable et productive des terres et des mesures de conservation des sols, basés sur l'introduction de l'embocagement systématique (pour un total de 5 375 ha), la gestion de la biomasse et des mesures de lutte antiérosive, notamment la plantation de graminées et d'arbustes, et la pratique de l'agroforesterie sur les terrains abrupts et les terrasses dont la pente dépasse 35% (3 700 ha de terrasses progressives). L'introduction systématique d'animaux d'élevage à la pâture pour contribuer au remembrement, à la stabilisation des terres et à la gestion de la fertilité des sols, fera également partie des mesures prévues. En outre, les agriculteurs seront encouragés à utiliser le fumier ou les engrais organiques fournis par le bétail pour améliorer les rendements des cultures. Le partenariat entre les agriculteurs, les services de la vulgarisation et les chercheurs sera le principal vecteur du partage et de l'adaptation des technologies. Des incitations adéquates, une assistance technique et des financements appuieront la création des pépinières requises pour la distribution des jeunes arbres et végétaux à planter aux fins du remembrement et de l'agroforesterie.

22. **Intégration de l'élevage dans les systèmes agricoles.** Le projet est conçu pour intégrer des pratiques améliorées d'élevage au système de production agricole. La reconstitution d'un cheptel de bonne race, l'amélioration du potentiel génétique du cheptel et la distribution de nouveaux animaux seront réalisés comme suit: i) importation de plus de 1000 vaches de race pure et de race croisée; ii) distribution aux agriculteurs de petits ruminants (3 000 moutons et chèvres) et de 800 porcs, pour des activités génératrices de revenus; et iii) amélioration génétique du cheptel existant au moyen d'un système d'insémination artificielle et de la technique de transplantation d'embryons. Le FIDA a déjà obtenu d'excellents résultats avec des activités de ce type au Rwanda et au Burundi, et cette expérience servira de base aux activités menées au titre de la sous-composante. Le projet introduira des animaux de race pure et de race croisée Jersey, qui seront distribués selon un "système de crédit rotatif en nature", dans le but de faciliter l'expansion durable du programme. Le système sera intégralement organisé par les groupements communautaires et les associations de producteurs qui utiliseront des critères de sélection appropriés pour choisir les bénéficiaires, fondés sur leur capacité physique et financière de disposer des moyens requis (tels que fourrage et abris pour les animaux). À

la fin du projet, plus de 3 000 vaches de race pure et de race croisée auront été distribuées et 3 000 vaches locales auront été remplacées grâce à l'insémination artificielle. On appuiera la promotion d'un système vétérinaire professionnel privé au niveau du district, et les médicaments pour la prévention et le contrôle des maladies des animaux d'élevage seront fournis au prix coûtant. Le cadre de réglementation requis sera mis en place, et des instruments et des incitations seront fournis pour la création de petits centres de collecte du lait dans les zones d'élevage afin de maximiser les revenus des agriculteurs.

23. **Aménagement des zones marécageuses et production rizicole.** Le principal objectif de cette sous-composante est d'aménager des marais et des bas-fonds additionnels, fertiles, productifs et disposant d'eau en suffisance, pour y pratiquer des cultures de forte valeur, en particulier le riz (en se fondant sur les expériences conduites avec succès dans la région), en vue de fournir des revenus complémentaires aux agriculteurs. Le gouvernement a déjà élaboré un plan cadre relatif aux zones marécageuses et à la protection des bassins versants, qui indique qu'une surface potentielle de 40 000 ha pourrait être aménagée d'ici 2020. Les actions proposées aideront les agriculteurs et les groupements d'agriculteurs à aménager initialement 250 ha de marais, à titre pilote, en utilisant au moins trois types divers de pratiques ou modèles cultureux tels que: i) deux campagnes rizicoles dans l'année; ii) riz et légumes; et iii) soja/maïs et légumes. En cas de succès, un nombre total de 7 000 producteurs de riz seront formés en vue d'une reproduction intensive du programme. On financera de manière adéquate les activités nécessaires en termes de formation, démonstrations, voyages d'étude, vulgarisation et autres services d'appui tels que l'accès aux semences améliorées et aux intrants productifs, pour assurer le succès de la reproduction du programme.

24. **Développement de la recherche et appui à l'intensification de l'agriculture.** L'objectif est de mettre au point un modèle d'intensification applicable aux systèmes de production familiaux et d'offrir des services de vulgarisation adéquats au titre de la nouvelle politique fondée sur la recherche d'un bon rapport coût-efficacité. Les mesures prévues consisteront à: i) organiser des fermes-écoles, qui disposeront des technologies appropriées et d'autres services d'appui grâce au recours à des prestataires de services éducatifs pluralistes (tels que l'institut des sciences agronomiques du Rwanda, l'office rwandais de développement de l'agriculture et l'office rwandais de développement des ressources animales); ii) renforcer les liens entre la recherche adaptative et la vulgarisation; iii) mettre au point de nouveaux modèles technologiques avec l'aide des centres communautaires d'innovation et la participation active des agriculteurs; et iv) créer des guichets de vulgarisation et des centres de démonstration pour accélérer la diffusion des savoirs et de l'information, puis la reproduction des technologies performantes ayant fait leurs preuves.

25. **Mécanismes de reproduction des actions pilotes.** Cette sous-composante assurera le financement de la reproduction et de l'extension des innovations pilotes couronnées de succès dans diverses zones agroécologiques, en fonction des demandes formulées par les communautés. Deux fonds d'investissement seront créés au titre du projet pour permettre aux agriculteurs ou aux groupements d'agriculteurs d'accéder aux ressources financières nécessaires à la reproduction, à plus grande échelle, des activités agricoles pilotes et d'autres activités génératrices de revenu. Le fonds d'investissement proposé sera acheminé par l'intermédiaire du fonds de développement communautaire du Ministère de l'administration locale, tandis que le fonds destiné aux activités génératrices de revenus sera géré par les institutions de microfinance existantes conformément aux procédures et principes habituels de leurs activités bancaires. Les femmes et les jeunes feront l'objet d'une attention particulière et se verront accorder la priorité afin de pouvoir accéder à ces fonds.

Composante 3: Coordination et gestion du projet (coût de base: 2,30 millions de USD)

26. L'exécution des activités du projet devrait incomber essentiellement aux groupements/associations d'agriculteurs, aux administrations décentralisées de district et aux prestataires de services associés sous contrat, y compris les organisations locales de la société civile.

On établira au sein du MINAGRI une UCP dotée du personnel clé, à savoir, un coordinateur du projet, un spécialiste du S&E, un chargé des passations de marché et un responsable des finances, pour assurer la coordination au jour le jour, le suivi et évaluation et la gestion financière des activités du projet. Des financements seront prévus pour couvrir les activités de formation, les coûts de fonctionnement et le recrutement des consultants nationaux et internationaux chargés de fournir un appui technique à l'UCP. Celle-ci se conformera à l'accord récent concernant l'harmonisation de l'aide internationale et, après le bilan à mi-parcours (BMP), sa structure reflètera l'orientation croissante vers l'adoption d'une approche programme. Le S&E sera réalisé avec la participation active des bénéficiaires en utilisant, notamment, les indicateurs du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), et sera étroitement intégré et lié au système SGI prévu dans le cadre du projet. Le personnel recevra une formation adéquate. L'UCP mettra également sur pied un système global de gestion des savoirs afin que les données, l'information et les connaissances puissent être partagées et diffusées rapidement.

D. Coûts et financement du projet

27. Le projet sera exécuté sur une période de sept ans, avec un BMP prévu en 2008. Le montant total des coûts du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 20,13 millions de USD, dont une composante en devises étrangères de 5,07 millions de USD, soit 25% environ du total des coûts du projet. Sur le montant total, le prêt du FIDA se chiffrera à quelque 8,21 millions de USD (5,65 millions de DTS), et le reste devrait être fourni par trois cofinanceurs: les Pays-Bas (4,82 millions de USD); le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) (2,95 millions de USD) et le Fonds belge de survie (FBS) (1,55 million de USD). En ce qui concerne ce dernier, des négociations sont en cours pour le cofinancement des centres communautaires d'innovation et d'un programme de nutrition. La contribution du gouvernement est estimée à 1,32 million de USD, essentiellement sous la forme de dispenses de droits et taxes, tandis qu'une contribution de 1,08 million de USD, principalement en nature, sera fournie par les bénéficiaires. Le FIDA octroiera, en outre, un don de 200 000 USD. Ce don financera les activités de formation spécifiques et l'assistance technique qui permettront au gouvernement de renforcer ses capacités à entreprendre une évaluation de l'impact des réformes en cours et de doter les responsables locaux des moyens de suivre et d'évaluer le PSTA. Le montage financier du projet est élaboré en étroite consultation avec les donateurs pour cadrer avec leurs propres calendriers de financement. Les estimations des coûts du projet sont récapitulées dans le tableau 1 et le plan de financement dans le tableau 2.

Tableau 1: Résumé des coûts du projet (en milliers de USD)^a

Composantes	(milliers de USD)		Total	% en devises	% des coûts
	Monnaie locale	Devises			
A. Appui institutionnel					
Coordination du PSTA	1 199,9	1 524,2	2 724,1	56	14
Appui au niveau décentralisé	1 654,0	378,6	2 032,5	19	11
Associations faïtières des agriculteurs	661,2	72,6	733,9	10	4
Système de gestion de l'information	451,1	605,7	1 056,8	57	6
Sous-total	3 966,2	2 581,1	6 547,3	39	34
B. Actions pilotes					
Protection des bassins versants	1 312,7	204,0	1 516,7	13	8
Intégration de l'élevage	1 505,4	1 080,5	2 585,9	42	14
Aménagement des zones marécageuses	1 134,3	-	1 134,3	-	6
Développement de la recherche	609,0	-	609,0	-	3
Reproduction des actions pilotes	4 340,0	-	4 340,0	-	23
Sous-total	8 901,3	1 284,5	10 185,9	13	54
C. Gestion du projet	1 340,6	956,9	2 297,5	42	12
Total des coûts de base	14 208,1	4 822,6	19 030,7	25	100
Provision pour aléas d'exécution	342,5	72,4	415	17	2
Provision pour aléas financiers	499,0	180,3	679,3	27	4
Total des coûts du projet	15 049,6	5 075,4	20 125,0	25	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Tableau 2: Plan de financement^a
(milliers de USD)

	FIDA		Don du FIDA		Pays-Bas		DFID		FBS		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises (hors taxes)		Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
A. Appui institutionnel																				
Coordination du PSTA	-	-	47	1,6	633	22,0	1 999	69,6	-	-	-	-	195	6,8	2 872	14,3	1 601	1 077	195	
Appui au niveau décentralisé	219	9,6	-	-	219	9,6	-	-	1 545	67,8	-	-	295	12,9	2 277	11,3	414	1 569	295	
Associations faitières des agriculteurs	328	42,0	-	-	328	42,0	-	-	-	-	-	-	125	16,0	780	3,9	75	580	125	
Système de gestion de l'information	23	2,1	-	-	-	-	950	84,1	-	-	-	-	155	13,8	1 129	5,6	641	332	155	
Sous-total	570	8,1	47	0,7	1 179	16,7	2 949	41,8	1 545	21,9	-	-	770	10,9	7 059	35,1	2 731	3 558	770	
B. Actions pilotes																				
Protection des bassins versants	507	31,2	-	-	837	51,5	-	-	-	-	205	12,6	77	4,7	1 626	8,1	208	1 341	77	
Intégration de l'élevage	877	31,9	-	-	1 207	44,0	-	-	-	-	457	16,6	204	7,4	2 745	13,6	1 137	1 457	152	
Aménagement des zones marécageuses	790	63,5	-	-	-	-	-	-	-	-	416	33,4	39	3,2	1 246	6,2	-	1 206	39	
Développement de la recherche	643	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	643	3,2	-	643	-	
Reproduction des actions pilotes	2 740	63,1	-	-	1 600	36,9	-	-	-	-	-	-	-	-	4 340	21,6	-	4 340	-	
Sous-total	5 557	52,4	-	-	3 644	34,4	-	-	-	-	1 077	10,2	321	3,0	10 600	52,7	1 344	8 987	268	
C. Gestion du projet	2 080	84,3	155	6,3	-	-	-	-	-	-	-	-	231	9,4	2 466	12,3	1 000	1 236	231	
Total des coûts du projet	8 208	40,8	202	1,0	4 824	24,0	2 949	14,7	1 545	7,7	1 077	5,4	1 321	6,6	20 125	100,0	5 075	13 781	1 269	

^aToute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. Les passations de marché concernant les biens et services seront effectuées conformément aux procédures publiques dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec les directives actuelles du FIDA en la matière. Le plan de travail et budget annuels comporteront un plan et un échéancier de passation des marchés détaillant les biens et services concernés.

29. Le montant du prêt sera décaissé sur une période de sept ans. Pour faciliter l'exécution du projet, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert et utilisé dans une banque commerciale agréée par le FIDA. Les retraits sur le compte de prêt du FIDA devront être effectués selon les procédures de décaissement du FIDA, en utilisant des relevés de dépenses certifiés comme approuvé par le gouvernement bénéficiaire, le FIDA et l'institution coopérante. On ouvrira un compte de projet central, libellé en francs rwandais, pour recevoir les fonds de contrepartie fournis par le gouvernement. Tous les comptes de projet seront soumis annuellement à une vérification indépendante, en conformité avec les directives du FIDA.

F. Organisation et gestion

30. La plupart des activités des composantes du projet seront exécutées au niveau décentralisé avec la participation active des groupements et associations d'agriculteurs, épaulés par des prestataires de service extérieurs, du secteur privé, recrutés sous contrat, des ONG ou d'autres acteurs compétents désignés comme agents principal/partenaires. Les responsabilités du gouvernement concerneront essentiellement la planification, la réglementation, la supervision technique et le suivi. Les actions pilotes seront gérées localement par un comité opérationnel composé d'un nombre limité de membres représentant les agriculteurs et les groupes vulnérables ainsi que les comités de développement communautaires (CDC) des secteurs et des districts. Ces comités seront appuyés par du personnel de projet recruté localement et divers prestataires de services.

31. Deux comités de pilotage seront établis: i) au niveau national par le MINAGRI pour décider des grandes orientations du projet, examiner et approuver les plans de travail et budgets annuels, et passer en revue les rapports annuels de suivi et évaluation; et ii) au niveau du district par les autorités locales. Au Rwanda, des réunions consultatives en groupes sectoriels appelés "clusters" sont régulièrement organisées entre le gouvernement et les donateurs dans le cadre de l'initiative de coordination des donateurs. Le cluster du développement rural est le groupe sectoriel principal chargé du suivi et de l'examen des activités du PSTA ainsi que de la mise au point pour le futur d'une approche programme sectorielle (SWAP) de l'agriculture. Ce forum consultatif contribuera à: i) renforcer la coordination et la cohérence des approches et des méthodologies; ii) mobiliser des financements complémentaires additionnels de la part de donateurs intéressés par le développement rural, et iii) garantir la complémentarité des activités proposées. Le FIDA fait partie intégrante de ce comité. Parce qu'il doit porter sur diverses innovations et sur l'élaboration des politiques, le projet se caractérise par une totale flexibilité afin de pouvoir subir les changements et modifications nécessaires à l'issue du bilan à mi-parcours (BMP) prévu en 2008. Ces changements iront dans le sens de l'adoption de l'approche programme et tiendront compte de la nouvelle orientation du PSTA II.

G. Suivi et évaluation

32. Le système de suivi du projet sera harmonisé avec les systèmes de S&E et de SGI qui seront mis en place au sein du MINAGRI, avant d'y être progressivement intégré. Le BMP du projet sera réalisé à la fin de la troisième année. Il sera conduit d'une manière participative et associera tous les financeurs du projet. Le BMP portera plus particulièrement sur le passage de l'approche projet à l'approche programme sectorielle (SWAP).

H. Justification économique

33. **Bénéfices.** Le PSTA est conçu de manière à favoriser les synergies et la complémentarité avec les autres interventions du secteur appuyées par des programmes du gouvernement avec des ressources des partenaires du développement. Se fondant sur ce qui a déjà été réalisé, le plan stratégique vise à éviter la répétition d'activités identiques et à garantir l'utilisation efficace des ressources. Le projet profitera aux institutions participant aux activités du fait qu'il renforcera leurs capacités et leur aptitude à réaliser l'objectif d'accroître la production et les revenus dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement. Il améliorera la participation des communautés au développement agricole ainsi qu'à la planification et à la pérennité des projets, et il accroîtra la capacité productive et les revenus afin que les communautés jouissent d'une meilleure situation socioéconomique (par exemple en matière d'éducation, d'environnement et de nutrition).

34. **Bénéficiaires.** Les premiers bénéficiaires du projet sont les membres des communautés dont l'accès aux ressources physiques et financières dans le secteur agricole est limité. On veillera tout spécialement, grâce à des instruments de ciblage, des incitations et des initiatives spécifiques, à ce que les groupes les plus vulnérables des communautés, notamment les femmes, les jeunes, les orphelins, les paysans sans terre et les personnes touchées par le VIH/sida, bénéficient du projet.

35. Le nombre total de bénéficiaires s'élèvera à 76 000 personnes (voire 100 000 en fonction de l'efficacité de l'élargissement des actions pilotes), qui tireront profit de l'amélioration de la fertilité des sols, de la protection des terres, de la production accrue de lait, de riz et de légumes et de la meilleure productivité de l'élevage. Le taux de rentabilité interne de l'ensemble du projet a été estimé à 15% tandis que celui des activités pilotes, beaucoup plus élevé, a été estimé à 26%, impliquant des bénéfices relativement substantiels pour les petits agriculteurs.

I. Risques

36. Les risques potentiels suivants pourraient remettre en cause la performance du projet:

- a) L'obtention de l'adhésion totale de la communauté à l'approche globale du bassin versant pourrait soulever une difficulté initiale. Cependant, tout sera mis en œuvre pour atteindre un plein consensus avec les groupements d'agriculteurs lors des réunions participatives de diagnostic.
- b) La disponibilité de prestataires de services compétents à l'échelon local peut poser problème. Toutefois, l'inventaire des prestataires de services existants a montré que ce risque peut être minimisé grâce à un processus de sélection rigoureux et une planification préalable. Les prestataires associés sous contrat aux grandes sous-composantes ont déjà été identifiés.
- c) La participation effective des bénéficiaires aux travaux de développement planifiés (mesures antiérosives, agroforesterie et aménagement des zones marécageuses) pourrait soulever des difficultés. On les résoudra en renforçant le pouvoir d'action des groupements concernés afin qu'ils aient le sentiment de s'appropriier et de contrôler les activités du projet.
- d) La coordination limitée entre les structures administratives centrales et les districts, et entre les autres programmes/projets, pourrait représenter une contrainte. Celle-ci pourrait être minimisée par un travail préparatoire pendant la phase de facilitation, un atelier global au démarrage du projet et d'autres activités visant à aider les parties prenantes à se familiariser avec les aspects importants du projet. Les tout premiers mois du projet seront consacrés à la sensibilisation et à la préparation de l'ensemble des partenaires.

J. Impact sur l'environnement

37. Le projet ne devrait pas avoir de retombées négatives sur l'environnement. Au contraire, l'introduction proposée de technologies novatrices vise à stopper, voire inverser, le processus de dégradation des terres et à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau. À l'issue d'une évaluation de l'impact sur l'environnement, réalisée lors de la préévaluation conformément aux normes en vigueur au FIDA, le projet a été classé dans la catégorie "B".

K. Aspects novateurs

38. Le projet présentera les aspects novateurs suivants: i) appui aux efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place des mécanismes précis appuyant l'adoption d'une approche programme sectorielle (SWAP) dans le secteur de l'agriculture, dont l'objectif est d'obtenir un impact au niveau local, ii) introduction de nouvelles technologies de protection des sols, comme le système de l'embocagement et le système de production rizicole intensive, qui, s'ils portent leurs fruits, pourraient déboucher sur un accroissement de la production; iii) amélioration génétique du cheptel, grâce à l'insémination artificielle et aux techniques de transfert d'embryons, qui permettra aux agriculteurs de se procurer des revenus additionnels en espèces; iv) création de centres communautaires d'innovation (au niveau du secteur) qui joueront un rôle non négligeable dans le transfert des savoirs et l'élargissement des actions pilotes couronnées de succès; et v) mise en place d'un nouveau système de services de vulgarisation, fondé sur les fermes-écoles, le recours aux ressources extérieures et le partenariat tripartite entre les agriculteurs, les services de vulgarisation et les institutions de recherche agricole, qui permettra aux agriculteurs de s'approprier, de mettre en œuvre et de gérer le processus avec la participation active des partenaires. Ces innovations contribueront à la création des synergies nécessaires et stimuleront la production agricole.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

39. Un accord de financement entre la République du Rwanda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti au gouvernement bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de financement négocié est joint en annexe.

40. La République du Rwanda est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

41. Je certifie que l'assistance financière proposée est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Rwanda un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 650 000 DTS) venant à échéance le 15 juin 2045. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds accordera à la République du Rwanda, en diverses monnaies, un don équivalant à cent quarante mille droits de tirage spéciaux (140 000 DTS) et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 21 juillet 2005)

1. Le Gouvernement de la République du Rwanda (le Gouvernement) met à la disposition de l'unité de coordination du projet (UCP) les fonds du prêt et du don conformément aux dispositions des programmes de travail et budget annuels (PTBA) et de ses procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement aux fins d'exécuter le projet.
2. Le Gouvernement met également à la disposition de l'UCP au cours de la période d'exécution du projet, au titre de sa contrepartie, un montant total de 1 321 000 USD représentant la prise en charge de l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet acquis localement, hors les droits de douanes sur les biens importés qui feront l'objet d'une exonération. Sur demande de l'UCP et sur la base des PTBA, le Gouvernement effectuera sur le compte du projet un premier dépôt de la somme de 20 000 USD correspondant aux besoins de la première année du projet. Le compte du projet sera approvisionné régulièrement par le Gouvernement conformément aux dispositions des PTBA. Les fonds de contrepartie seront inscrits au programme d'investissement public.
3. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, le Gouvernement prend, dans le cadre du projet, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide, soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.
4. Le projet mettra en place un système de suivi et évaluation qui servira de modèle pour l'établissement du système de suivi et évaluation du MINAGRI, des structures provinciales et des districts. L'objectif est de suivre les progrès des projets et programmes, de mesurer la durabilité ainsi que les impacts environnementaux et socioéconomiques par rapport aux objectifs définis dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, à ceux du millénaire pour le développement et en accord avec les principes de base du système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA.
5. Le Gouvernement veillera à ce que le système de suivi et évaluation soit sous la responsabilité de l'UCP qui assurera les liens nécessaires avec le système de gestion de l'information qui sera mis en place au MINAGRI dans le cadre de la composante 1 du projet.
6. Le Gouvernement s'engage à ce qu'un appui international en suivi et évaluation soit fourni à l'UCP au cours des trois premières années sous la forme de missions d'appui et que des "audits" de suivi et évaluation soient organisés annuellement, afin de mesurer la performance du système de suivi et évaluation du projet ainsi que du système d'informations du PSTA au sein du MINAGRI. L'audit recommandera les améliorations à apporter éventuellement auxdits systèmes.
7. Le Gouvernement s'engage à ce que le recrutement du personnel du projet se fasse par voie d'appel d'offres national ouvert aux cadres qualifiés des secteurs public, associatif et privé, publié dans la presse nationale. Le recrutement se fera avec l'assistance d'un bureau spécialisé en ressources humaines selon les critères de sélection du marché et sur la base de contrats à durée déterminée. Toute discrimination de quelque nature que ce soit ne sera pas admissible lors du recrutement du personnel

du projet. Le recrutement des cadres principaux du projet; soit le coordinateur de l'UCP, le responsable administratif et financier (RAF), le responsable du suivi évaluation, le chargé de la passation des marchés, les six responsables des actions pilotes et le coordinateur des actions pilotes et, le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le FIDA. Le personnel du projet sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. Le recrutement du personnel d'appui (secrétaires, chauffeurs, gardiens) sera soumis à des procédures d'appel à candidature.

8. Le Gouvernement veille à ce que le personnel du projet soit assuré contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques habituelles en vigueur sur son territoire.

9. Le Gouvernement s'engage, à compétence égale, à privilégier les candidatures de femmes, notamment, aux postes techniques à pourvoir dans le cadre du projet.

10. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions de décaissement:

- a) Aucun retrait ne sera effectué au titre de l'ensemble des catégories de décaissement avant que le Gouvernement n'ait déposé sur le compte de projet la somme de 20 000 USD, correspondant au premier versement des fonds de contrepartie.
- b) Aucun retrait ne sera effectué avant que le projet du Manuel de procédures comptables, administratives et financières n'ait été préparé et soumis au FIDA.
- c) Aucun retrait ne sera effectué avant que le projet du Manuel de suivi et évaluation et la situation de référence du projet n'aient été préparés et soumis au FIDA.
- d) Aucun retrait ne sera effectué avant que le premier PTBA n'ait été approuvé et ne soit accompagné d'un plan de passation des marchés.
- e) Aucun retrait ne sera effectué avant que les locaux pour loger l'UCP au sein des services centraux du MINAGRI n'aient été mis à disposition.

Une fois ces conditions réunies, un premier décaissement de 400 000 USD sera effectué.

11. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur:

- a) Le compte spécial et le compte du projet ont été ouverts.
- b) Le coordinateur de l'UCP, le RAF, le responsable du suivi et évaluation et le chargé de la passation des marchés ont été recrutés.
- c) Le Comité national de pilotage a été constitué.
- d) Un avis juridique favorable, délivré par le Ministère de la Justice ou toute autre autorité légalement investie de ce pouvoir, acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

RWANDA

Land area (km² thousand) 2003 1/	25	GNI per capita (USD) 2003 1/	220
Total population (million) 2003 1/	8.40	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	0.3
Population density (people per km²) 2003 1/	340	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	7
Local currency	Rwanda Franc (RWF)	Exchange rate: USD 1 =	RWF 580
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	2.8	GDP (USD million) 2003 1/	1 637
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	43	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1983-1993	0.8
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	22	1993-2003	7.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	118	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	40	% agriculture	42
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	22
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	11
Total labour force (million) 2003 1/	4.57	% services	36
Female labour force as % of total 2003 1/	50	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	14
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	122 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	85
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	31	Gross domestic savings (as % of GDP)	1
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	60
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	41	Merchandise imports 2003 1/	240
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	27	Balance of merchandise trade	-180
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	6 a/	before official transfers 2003 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2003 1/	n/a	after official transfers 2003 1/	-192
Population using improved water sources (%) 2000 2/	41	Foreign direct investment, net 2003 1/	5
Population with access to essential drugs (%) 1999 2/	0-49	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 2/	8	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	12	Total external debt (USD million) 2003 1/	1 540
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	137 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	58
Food production index (1989-91=100) 2003 1/	113	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	14
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	969	Lending interest rate (%) 2003 1/	n/a
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	8
Arable land as % of land area 2003 1/	45 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	12 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	0 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

PREVIOUS IFAD FINANCING IN RWANDA

Project	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Byumba Rural Development Project	IFAD	AfDB	HC	17 Dec 81	1 Apr 83	30 Jun 90	G-I-86-RW	SDR	920 000	100
							L-I-79-RW	SDR	9 080 000	99
Birunga Maize Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	11 Sep 84	9 Oct 85	31 Dec 98	L-I-150-RW	SDR	3 750 000	87
Gikongoro Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	30 Nov 88	22 Dec 89	30 Jun 01	G-I-528-RW	USD	22 000	64
							L-I-232-RW	SDR	8 350 000	100
Byumba Agricultural – Phase II Development Project	IFAD	AfDB	HC	01 Oct 90	5 Nov 91	31 Dec 01	G-I-528-RW	USD	22 000	50
							L-I-264-RW	SDR	6 350 000	76
Intensified Land Use Management Project in the Buberuka Highlands	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 92	23 Jul 96	30 Jun 04	L-I-314-RW	SDR	6 750 000	90
Rural Small and Micro-enterprise Promotion Project	IFAD	UNOPS	HC	17 Apr 96	2 Mar 98	31 Dec 03	L-I-411-RW	SDR	3 750 000	93
Rwanda Returnees Rahabilitation Programme	IFAD	UNOPS	G	11 Sep 97	24 Oct 97	30 Jun 01	G-I-377-RW	SDR	2 100 000	97
							G-I-528-RW	USD	22 000	64
Umutara Community Resource and Infrastructure Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 May 00	5 Dec 00	30 Jun 11	G-I-45-RW	USD	100 000	97
							G-I-96-RW	USD	100 000	91
							L-I-537-RW	SDR	11 850 000	45
Umutara Community Resource and Infrastructure Development Twin Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 01	30 Oct 02	30 Jun 08	G-I-135-RW	USD	100 000	29
							L-I-573-RW	SDR	9 400 000	12
Smallholder Cash and Export Crops Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Dec 02	19 Sep 03	31 Mar 11	G-I-156-RW	USD	100 000	72
							L-I-596-RW	SDR	12 300 000	15
Rural Small and Microenterprise Project – Phase II	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 03	15 Jun 04	31 Dec 11	L-I-613-RW	SDR	10 650 000	5

Notes: G = Grant
 HC = Highly concessional
 AfDB = African Development Bank
 UNOPS = United Nations Office for Project Services
 IDA = International Development Association

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
<p>Contribute to PRSP objective of rural poverty reduction through implementation of the PSTA</p>	<p>At the country level:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rate of delivery of the national investment plan (PIP) in agriculture • Evolution of RIMS basic socio-economic impact indicators (increase of assets and level of malnutrition: Millennium Development Goal 1 [MDG]) • Number of households benefiting from project outreach activities (RIMS) • Rate of improved soil capital protection <p>In project areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rate of reduction in the prevalence of extreme poverty (MDG) • Rate of reduction in level of malnutrition (among children under 5) (MDG) • Increase in the level of assets, mainly in livestock and marshland area developed • Female/male literacy ratio (MDG 3) <p>Target: 11 000 direct beneficiary households, with 20 000 additional households benefiting from outreach activities</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Project impact surveys (baseline, mid-term, final): • Ministry of Finance reports on PIP implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • Economic and social stability • Debt management and donor support • arbitration in favour of agriculture sector in financial allocation and global medium-term expenditure framework (MTEF) giving a better share to the sector
<p>Specific Objectives</p>			
<p>1. Strengthen institutional and professional capacities at the central, provincial and local levels in particular farmers' organizations and increase their efficiency in the implementation of PSTA priority programmes</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Agriculture sector MTEF prepared and reflecting higher share of government budget allocation 2. New agencies established, adequately staffed and operational 3. PSTA II 2009-2011 elaborated 4. SWAp applied 5. Number of projects with a minimum of 90% of rate of delivery 6. Volume of project funds mobilized for local development plan implementation 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact evaluation annual reports • MINAGRI and district reports • Portfolio Performance Report (PPR) • Agriculture surveys and statistics 	<ul style="list-style-type: none"> • Effective implementation of PSTA • Decentralization policy sustained by availability of human and financial resources at the sector and district levels • MINAGRI's gender strategy approved

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
	7. Number of functional farmers' organizations 8. Number of HH that have improved their food security (RIMS) 9. Number of farmers reporting increased yield and production, classified by gender and by type and level of vulnerability (RIMS) 10. Number of community agricultural projects included in the CDPs and functional (RIMS) 11. Number of women on community development committees (CDCs) management committees (RIMS) 12. Number of woman-led households provided with land security 13. Number of groups with women leaders Target: Delivery of the PIP in agriculture at a satisfactory rate		
2. Validate and disseminate work methods and technical innovations that: (i) Improve links of farmers' organizations (FOs) with central and decentralized services (ii) Halt land degradation (iii) Increase production and income for rural poor (iv) Achieve household food security and improved nutrition (v) Help reduce imports of cereal	14. Number of FOs satisfied with the quality and quantity of services rendered by central and decentralized services 15. Number of hectares hedged and managed in a sustainable way (RIMS) 16. Number of farmers, by gender, adopting recommended technologies (RIMS) 17. Number of farmers reporting increase in and better quality cattle (RIMS) 18. Increase in hectares under rice, soya, maize, legume, cassava and vegetable cultivation (RIMS) 19. Incremental production of milk in the target area (RIMS) 20. Quantity of forage and manure produced per farmer 21. Number of hectares of acid soil reclaimed. Target in project area: – 7 000 ha of degraded hedged and protected	<ul style="list-style-type: none"> • Project reports • Agriculture surveys • Technical reports • Nutrition surveys • Trade statistics 	<ul style="list-style-type: none"> • Community mobilization and adherence to principles of the holistic watershed approach • Success of tests related to the intensive rice cultivation system and introduction of new species of forage trees • Service-providers with good capacity available

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
	<ul style="list-style-type: none"> - 250 ha marshland developed - yield of paddy doubled - 4 000 genetically improved cows distributed - 5 000 local cows inseminated - 8 900 small ruminants distributed to vulnerable households - Milk production satisfying the needs of 11 000 households and providing substantial income 		
Outputs			
Component 1. Institutional support for the agricultural sector			
<p>The capacity and efficiency of MINAGRI in managing the coordination of the PSTA is increased and farmer communities are accessing required services within a new and rural poor-oriented partnership</p>	<ul style="list-style-type: none"> 22. Extension strategy based on new partnership between farmers/associations and research/extension services approved and implemented successfully 23. Number of legislative texts promulgated in favour of rural poor 24. Number of staff trained in MINAGRI and its technical agencies 25. New partnership between MINAGRI and decentralized bodies tested and operational measured by the frequency and the quality of the development reports prepared by community innovation centres (CICs) 26. Decentralized bodies able to respond to the needs of their constituents and disseminating innovations through innovation centres measured during annual participatory diagnostics and evaluations 27. Number of operational CICs 28. Number of events organized and number of participants (by gender) 	<ul style="list-style-type: none"> • Policy documents • Human resources performance evaluation reports • Contractual arrangements • Participatory diagnostic reports • Annual impact evaluation reports • Rural development Cluster reports • Minutes and reports of steering committees • CIC development reports 	

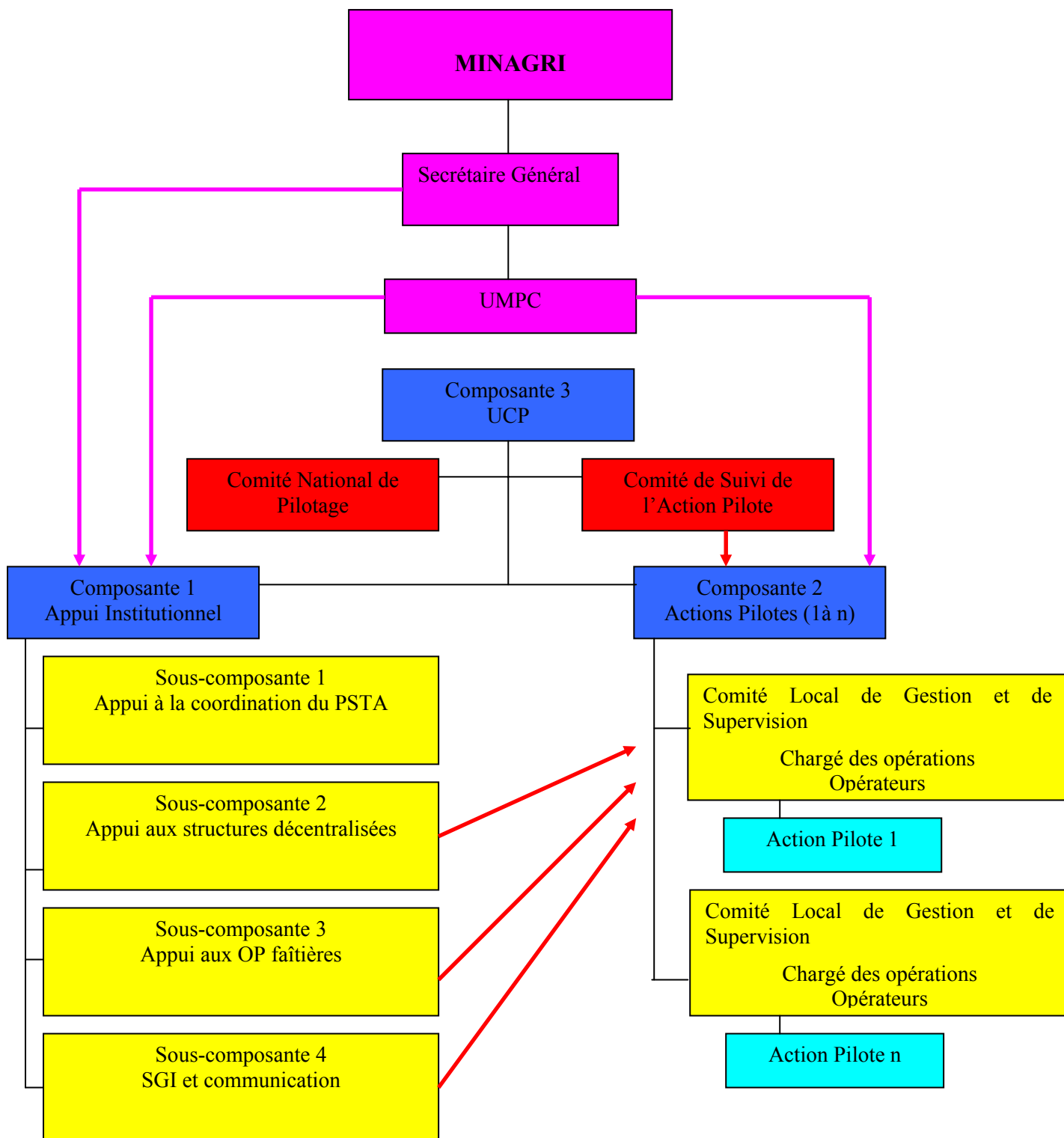
Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
	29. Number of training sessions organized by CICs 30. Number of persons trained, by gender 31. MINAGRI's financial management system harmonized and operational 32. MIS developed and tested 33. Knowledge management and communications system established and operational, measured by the number of workshops and amount of information dissemination (broadcasts, brochures, newspapers, etc.) and knowledge-sharing sessions organized by the CICs in each pilot area 34. Results of pilot actions largely disseminated and impact of innovations measured during outreach workshops and documented in steering committees reports and minutes 35. Higher participation of vulnerable groups in the decision-making process at the local level		
Component 2. Pilot actions through innovative models			
Pilot actions in six districts operational and innovative technology related to the hedging system is disseminated – New technologies adopted – Watershed basins protected and erosion reduced – Improved agricultural production systems widely adopted in target zones – Livestock development and integration of livestock in agriculture implemented – Intensification of smallholder agricultural production improved	RIMS Indicators 36. Number of persons receiving project services 37. Number of farmers trained, by gender and by theme 38. Number of hectares protected against erosion 39. Number of cross-breed cows distributed 40. Number of cows inseminated 41. Number of small ruminants and pigs distributed 42. Number of farmers producing manure 43. Number of irrigation schemes rehabilitated and number of hectares irrigated as a result 44. Number of irrigation schemes constructed and number of hectares irrigated as a result 45. Number of hectares under hillside irrigation 46. Number of water users' associations formed	<ul style="list-style-type: none"> • Participatory diagnostic and evaluation reports • Annual impact evaluation reports • Project reports • Surveys and statistics 	<ul style="list-style-type: none"> • Full adherence of communities to watershed basin holistic approach • Laws on soil protection and land tenure adopted and women and the landless allowed access to marshlands • Availability of cross-bred cows in sufficient numbers

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
	47. Number of farmers participating in participatory research trials 48. Number of farmer field schools organized 49. Number of events attended and number of persons attending, by gender		
Component 3. Project management and coordination			
Project activities managed and coordinated in a gender-sensitive way	50. Percentage of disbursement of IFAD loan 51. Regular monitoring of project activities undertaken 52. Project staff appointed and effective 53. Service-providers selected and monitored in a participatory way 54. M&E system effective and feeding MIS and knowledge management systems		
Activities	Key Inputs	Base cost: USD 6.55 million (including an IFAD grant of USD 0.2 million)	
Activities: Component 1			
Subcomponent 1.1: PSTA coordination support			
Functional Analysis	Consultants		
Change management programme and staff training	Consultants (one international and one national) Workshops Needs assessment study Orientation and technical training for professional and support staff		
Support to policy development	High level adviser (48 man-months) Two legal experts (12 man-months) Support personnel Consultants funded from IFAD's grant		
Management of PSTA programmes	Four programme supervisors appointed for three years Support personnel Training financed from IFAD's grant		

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
Subcomponent 1.2: Capacity-building at the decentralized level			
CDC capacity-building at the district and sector levels	Training Study tours Workshops financed from IFAD's grant		
Capacity-building of farmers' groups and associations	Needs assessment study and participatory diagnostic training sessions Study tours and site visits		
Establishment of community innovation centres and outreach activities at the local level	Construction of four centres Staffing		
Subcomponent 1.3: Support to the MIS and communications system			
Development of MIS	Consultants Equipment		
Communication and outreach development	Equipment and operating cost		
Logistics support	Support staff equipment and operation cost		
Component 2		Base cost: USD 10.18 million	
Activities: Subcomponent 2.1: Watershed protection and hedging			
Preparation of component's workplan and recruitment of service providers in all component activities	Consultants Service providers		
Community sensitization, training and preparation of workplan for six pilot zones	Service-providers Workshop Study tours		
Watershed protection works	Maps/satellite photos Technical and engineering studies		
Nurseries developed and forage trees and grass plants produced and planted	Vegetal material Fertilizers		

Narrative Summary	Key Performance Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
Subcomponent 2.2: Integration of livestock into agricultural systems			
Pure-breed cows purchased and distributed	Contract with service provider Veterinary inputs		
Artificial insemination activities organized and operational	Artificial insemination kits and materials Contract with service provider		
Milk collection centre established	Construction and equipment		
Formation and training of livestock associations	Consultants Service-providers		
Subcomponent 2.3: Marshland development and rice production			
Formation and training of members of producers groups water-users associations	Service-providers Workshops Study tours		
Development of marshland irrigation schemes	Maps/satellite photos Technical and engineering studies Service-providers		
Subcomponent 2.4: Research, development and support to agriculture intensification			
Trials and demonstration fields	Service-providers Training sessions Seeds, fertilizer and various inputs		
Organization of participatory research activities and FFS	Service providers Training sessions Seeds, fertilizer and various inputs		
Activities: Component 3		Base cost: USD 2.30 million	
Recruitment of project personnel and maintenance of human resources management system; Preparation of annual work plan and budget, progress reports and withdrawal applications; Operate special account; Procure vehicles and equipment; Establish contracts of service-providers and follow up; Establish M&E system and monitor all project activities; Organize audits and evaluations; Coordinate project activities with various units of MINAGRI involved.	Coordinator, administration officer, M&E expert and accountant Technical assistants Support personnel Vehicles, computers and office equipment Provision for audits, impact evaluations, etc. Operating costs		

ORGANIGRAMMES
Organigramme du Projet



Correspondence between PSTA Subprogrammes and IFAD Project Subcomponents

IFAD PSTA Support Project		C 1.1	C 1.2	C 1.3	C 1.4	C 2.1	C 2.2	C 2.3	C 2.4	C 2.5	C 3
PSTA		PSTA coordination support	Capacity-building at decentralized level	Support to farmers apex associations	Management information system and communications support	Watershed protection and hedging	Agriculture and Livestock integration	Marshland development and rice production	Adapted research and extension services	Replication mechanisms for Pilot actions	Project management and coordination
SP 1.1	Sustainable natural resources management, soil and water conservation										
SP 1.2	Integrated agro-sylvo-pastoral production systems, intensification and specialization of animal husbandry										
SP 1.3	Marshland development										
SP 1.4	Irrigation development										
SP 1.5	Supply and use of agricultural inputs and mechanization										
SP 1.6	Food security, risk and vulnerability management										
SP 2.1	Promotion of farmers' organizations and strengthening of producers' capacities										
SP 2.2	Rural innovation systems and provision of frontline agro-services										
SP 2.3	Research for development										
SP 2.4	Rural financial systems and agricultural credit										
SP 3.1	Promotion and development of commodity chains										
SP 3.2	Transformation and competitiveness of animal and plant products										
SP 3.3	Rural economic infrastructure										
SP 3.4	Creation of an enabling business climate and development of entrepreneurial skills										
SP 4.1	Legal and regulatory dispositions										
SP 4.2	Institutional support and reform of public services										
SP 4.3	Coordination, monitoring and evaluation of the agriculture sector										

Flux d'Information Nécessaire au Suivi-Evaluation du PSTA: de l'Approche Projet vers l'Approche Programme

